



**CHANGER
POUR GAGNER**



**Le Parti
socialiste**

CHANGER pour GAGNER

Avec le rassemblement pour un nouveau socialisme

Ce congrès de Nancy doit être celui où nous retrouverons notre fraternité militante, le fil de notre histoire de combats pour l'émancipation humaine et le socialisme, notre intelligence collective - bravo aux militants qui ont produit 360 contributions thématiques, qui nous ont inspirés -, notre exigence morale de valeurs républicaines et universalistes, notre utilité pour notre pays et pour celles et ceux que nous voulons représenter et défendre, notre unité et notre fierté d'appartenir à un parti qui élève chacune et chacun, respectueux de sa diversité et de sa démocratie. Le rassemblement pour faire advenir un nouveau socialisme, rebâtir une Gauche de transformation, de combat et de Gouvernement, synonyme d'un nouvel espoir pour la France et les Français, voilà l'enjeu du 81ème congrès du Parti Socialiste !

Nous sommes lucides sur l'état du monde. L'internationale réactionnaire progresse partout. Nous sommes lucides sur l'état de la France. Si rien n'est fait, l'extrême-droite pourrait bientôt arriver au pouvoir. Nous ne nous y résignons pas. Les français ont besoin d'une Gauche qui gagne et qui réponde à leurs attentes. Ce combat supprime tous les autres. Il commande notre rassemblement.

En juillet dernier, les deux tiers des Français ont empêché l'extrême droite de diriger la France. Le Parti socialiste doit leur donner raison. La gauche ne parviendra pas, seule, à faire obstacle au RN. Mais seul le Parti socialiste peut organiser l'indispensable rassemblement républicain permettant d'être au second tour de la prochaine élection présidentielle et de battre le RN.

C'est à nous qu'il revient de structurer une **gauche sincèrement féministe, républicaine, laïque et universaliste**. Une gauche populaire qui réunifie les Français, la France des tours et des bourgs, des centres-villes et des hameaux. Nous proposons un Parti socialiste curieux et alerte, à l'affût des transformations globales et des individus, utile pour dénouer les contradictions de la société et obsédé par le combat contre les inégalités.

Nous voulons un **Parti socialiste réellement engagé dans le combat pour le climat et l'écologie et contre les inégalités**.

Nous sommes **pro-européens**. Nous voulons une Europe plus puissante et plus solidaire, qui défende, pour le monde, ses valeurs démocratiques et le multilatéralisme. Une Europe qui reprend le contrôle de sa sécurité collective. Une Europe qui maîtrise son avenir économique, qui investit dans les services publics. Une Europe qui protège son modèle social et qui mène à bien, dans la justice, sa transition écologique.

Nous refusons la brutalisation du débat public. Nous rejetons toute alliance avec quiconque exalte le populisme, alimente la haine antisémite, raciste, sexiste ou homophobe. Nous ne transigeons pas sur la séparation des pouvoirs et l'indépendance de la justice.

Nous voulons **un grand Parti socialiste qui s'affirme et redonne la parole à ses adhérents**. Un Parti de masse redevenu populaire, présent dans les métropoles, dans les territoires ruraux et les outre-mers. Un Parti qui travaille en s'appuyant sur nos parlementaires, nos élus locaux, nos fédérations et les sections. Un Parti en lien permanent avec les forces vives du pays, qui fait confiance aux partenaires sociaux et aux mobilisations citoyennes. Un Parti intransigeant sur la parité et ouvert à la société, ouvriers, employés, étudiants, entrepreneurs, agriculteurs, artistes, chercheurs et professeurs, chômeurs, retraités, citoyens engagés... Un Parti qui gagne ! A commencer par les élections municipales, première étape de la reconquête.

Nous voulons l'union dans la clarté. Les convergences sur le fond doivent déterminer les alliances électorales ; pas l'inverse ! Nous rebâtissons un grand Parti socialiste, qui allie responsabilité et combativité et qui engage un travail collaboratif pour élaborer son projet d'avenir pour la France. Nous rassemblerons la famille des socialistes dispersés. Nous nous attèlerons aussi à former une fédération de la Gauche dotée d'une plateforme programmatique commune. Nous voulons travailler avec toutes celles et ceux, engagés dans des partis, conventions, mouvements et think-tanks, personnalités politiques et acteurs citoyens de sensibilité écologiste, féministe, communiste, sociale-démocrate, radicale ou réformiste qui, conscients de la gravité du moment, veulent œuvrer ensemble. C'est en son sein que pourra émerger un processus pour désigner un ou une candidat.e crédible à l'élection présidentielle. Nous voulons un.e premier.e secrétaire qui mette en œuvre cette feuille de route. Pleinement !

Enfin, nous appelons l'ensemble des militants à se mobiliser avec enthousiasme, dans leurs sections, leurs villages, leurs villes, et leurs fédérations pour faire vivre le débat, porter l'espoir du changement et construire ensemble la clarté politique dont notre parti a besoin. **Nous voulons faire de ce 81ème congrès un beau moment de rassemblement pour un nouveau socialisme !**



I - Une France et une Europe puissances de paix pour affronter les désordres du monde

À l'heure où les périls internationaux s'accumulent, la refondation du Parti socialiste doit d'abord se traduire par un leadership renouvelé sur la scène internationale. Le socialisme français a toujours eu une influence sur la scène mondiale. **Face à l'internationale réactionnaire, c'est l'Internationale Socialiste et l'Europe des droits qui agiront contre les fractures du nouveau monde.** Les exemples des pourparlers de paix engagés dans la guerre entre la Russie et l'Ukraine, des négociations de cessez-le-feu au Proche-Orient, d'une politique étrangère de l'Afrique subsaharienne totalement réorientée, partagent le même point commun, l'absence de la France et de l'Europe et illustrent cette nécessité de reprendre notre destin en main.

Les socialistes doivent être à l'avant-garde de la lutte contre les néo-impérialismes russe, chinois et trumpiste et défendre un nécessaire sursaut européen. La montée des régimes autoritaires, les bouleversements historiques que nous vivons et qui fragilisent l'ordre mondial fondé, depuis 1945, sur le droit international, les droits humains et la démocratie libérale et sociale, appellent une clarification des positions socialistes. Face à la guerre d'agression menée par Poutine en Ukraine, nous devons adopter une posture de fermeté. Pour mettre un terme au conflit à Gaza, nous demandons la libération des otages des terroristes du Hamas, nous soutenons l'opposition au gouvernement d'extrême droite de Netanyahu ; nous continuons de défendre la solution à deux États vivant côte-à-côte en paix et en sécurité, qui doit commencer par la reconnaissance sans délai de l'État de Palestine.

Face au désengagement américain, **la France et l'Europe doivent être autonomes pour leur défense.** Cela passe par une redéfinition du cadre de sécurité européen. Des efforts en matière de réarmement sont indispensables.

À l'ONU et dans les instances internationales, la France doit faire entendre sa voix et **défendre un monde multipolaire**, puisant dans l'héritage de la diplomatie gaullo-mitterrandienne. Notre pays, retrouvant son idéal universaliste, peut se placer au centre des sujets mondiaux pour être utile à la stabilisation du monde autant qu'à l'Europe et à lui-même. **La diplomatie féministe**, que nous avons initiée il y a dix ans et qui rassemble déjà 17 États aux côtés de la France, doit être déployée dans les relations internationales.

L'Union européenne est à un tournant. Le socialisme européen du XXIème siècle, trop cantonné au rôle de régulateur du capitalisme mondialisé, doit redevenir une force de proposition capable de structurer une économie au service du bien commun. Il faut être lucide : le non-respect des votes et des promesses électorales, à commencer par le référendum de 2005 est une des causes de la crise démocratique et de la défiance envers l'Europe.

Plus que jamais, **nous devons rassembler nos forces au sein de l'Union européenne pour la rendre plus souveraine**, capable de répondre aux préoccupations des citoyens et aux nouveaux défis. Aucune nation ne peut affronter seule les ingérences étrangères, les impérialismes économiques, les géants du numérique ou l'urgence climatique. Le Parti socialiste doit affirmer, clairement, son attachement indéfectible à la construction européenne, garante de paix et de solidarité entre les peuples, agir pour lui insuffler un nouvel élan et œuvrer à la réorienter pour lui permettre de mieux affronter les désordres du monde et de davantage servir les intérêts des plus fragiles.

Nous devons assumer une Union plus forte, plus à même de peser dans le monde, de protéger nos citoyens, de préserver notre souveraineté et notre identité et d'améliorer l'efficacité de nos politiques. Cet élan implique plus de souveraineté dans trois domaines clés : la protection commune, la communauté de valeurs et de destin et la démocratie.

Nous voulons **plus d'Europe mais aussi plus de social-écologie dans les politiques européennes.** L'Europe ne doit pas être un simple marché livré aux multinationales. Elle devra mettre un terme au dumping social qui a cassé le droit du travail et précarisé les travailleurs européens, soutenir les forces démocratiques, affirmer ses valeurs humanistes, lutter contre le changement climatique, la perte de biodiversité et développer des coopérations structurantes (défense, énergie, transport, industrie) qui permettront de créer un «made in Europe» décarboné, rivalisant avec les grandes puissances. Cela suppose des outils d'investissement, un budget augmenté par de nouvelles ressources (impôt sur les superprofits, taxes sur les transactions...) et la levée des critères de Maastricht pour tous les investissements stratégiques.

A l'échelle de l'Union européenne, **nous souhaitons que la stratégie pour l'égalité femmes- hommes** comprenne des engagements concrets et des propositions réalisables pour garantir l'accès universel aux droits et à la santé sexuels et reproductifs. L'Europe doit aussi agir pour éliminer toutes les violences fondées sur le genre (harcèlements, pornographie...).

Enfin, c'est à l'échelle européenne que nous devons soutenir **une politique migratoire équilibrée, humaine, juste et fondée sur la solidarité** entre les États-membres en matière d'accueil et d'intégration. Entre accueil inconditionnel et fermeture radicale, les critères d'admission des étrangers et leurs conditions de travail doivent être définis par le Parlement. De même, les étrangers en situation irrégulière depuis de nombreuses années doivent voir leur demande traitée.



II - Un socialisme populaire pour réduire les fractures de la société

L'essence du socialisme, c'est la justice sociale : elle doit redevenir un principe directeur et protéger les plus vulnérables.

Les services publics, fers de lance de la lutte contre toutes les formes de vulnérabilité.

La priorité sera de rétablir, dans les villes comme dans les campagnes, **les services publics**. Il faut les penser non plus seulement en termes de moyens mais aussi en termes d'efficacité, en répondant aux nouveaux besoins, notamment ceux des familles.

L'école publique, gratuite et laïque est au cœur du pacte républicain. Plus un système scolaire est juste, plus il est performant. Or nous faisons le triste constat que notre Ecole reste profondément inégalitaire et qu'elle peine à faire réussir le plus grand nombre. Pour y remédier, nous devons inscrire le principe de la mixité sociale et scolaire dans le code de l'éducation qui devra s'appliquer à tous les niveaux et dans tous les territoires (carte scolaire notamment).

Les professeurs se verront donner les moyens de **gestion de cette mixité**. L'enseignement privé sous contrat devra lui aussi jouer le jeu de la mixité. Et nous encouragerons l'affectation des personnels expérimentés dans les réseaux d'éducation prioritaire par des valorisations significatives dans la carrière et la rémunération. Les métiers de l'éducation, comme ceux de la petite enfance et de la protection de l'enfance devront être revalorisés.

L'éducation des enfants et **l'accompagnement des jeunes** doivent être pensés de façon plus globale de la naissance à l'entrée dans la vie active et tout au long de la vie en lien avec tous les partenaires de l'École et des établissements de l'enseignement supérieur, familles, collectivités, acteurs de santé et de l'éducation populaire, partenaires économiques, et sociaux.

En matière **d'enseignement supérieur**, nous devons améliorer les conditions de vie des étudiants ainsi que leur accompagnement notamment les 2 premières années. Les modalités d'affectation des bacheliers (Parcours Sup) devront être humanisées et plus transparentes. La création de places dans le supérieur devra être indexée sur l'augmentation du nombre d'étudiants. Il faut permettre à chaque jeune d'étudier dignement grâce à la généralisation des bourses. L'État doit garder l'ambition d'une Université publique forte et limiter l'expansion de l'enseignement privé supérieur lucratif.

La culture est un indispensable outil d'émancipation, elle n'est pas un supplément d'âme mais notre âme. Contester le contrôle et la concentration des grands médias et des réseaux sociaux par des milliardaires est un enjeu majeur. Certains comme Bolloré ont engagé une offensive idéologique et culturelle dans les mondes de l'information, de l'édition, du cinéma, du spectacle et même les divertissements, contre les valeurs de la République. La liberté, l'indépendance et le pluralisme des médias, la défense du service public de l'audiovisuel menacé, seront au cœur de nos batailles pour la culture et la démocratie.

En démocratisant la culture pour **la rendre accessible à toutes et tous**, nous en ferons un outil d'égalité des chances. Le «pass culture», dans son volet scolaire, peut en être l'instrument privilégié. Nous favoriserons l'émergence d'une culture locale et populaire qui valorise l'ensemble de notre territoire dans sa diversité et rend le beau accessible à tous. Et à l'heure où les acteurs de la culture se mobilisent, pour protester contre les décisions prises par l'Etat qui réduisent drastiquement ses financements – et contraignent les collectivités locales à le faire aussi –, nous assurerons aux arts et à la culture les moyens dont ils ont besoin.

Le numérique doit d'abord être régulé, en exigeant l'application des sanctions prévues par les directives européennes et en conférant le caractère de bien public aux données personnelles. Nous devons aller plus loin dans la critique et l'affrontement avec les géants du numérique qui abrutissent les enfants, asservissent les adultes et menacent la démocratie.

Il faut **garantir le droit à la santé**. Pour cela, **l'Hôpital public** doit être le pivot du système de soins. Les salaires et les conditions de travail des professionnels médicaux et paramédicaux doivent être attractifs pour éviter la fuite vers le privé et l'intérim. Nous devons retrouver l'universel accès aux protections sociales : droit à la santé par l'éradication des déserts médicaux, refonte du financement pour favoriser prévention et maintien en bonne santé, revalorisation des métiers du soin. Nous soutenons les mesures visant à favoriser l'installation des médecins dans les zones sous-dotées (loi Garot).

Être socialiste, c'est aussi **considérer le logement** non pas comme un bien mais un droit essentiel. Face à une crise du logement sans précédent, cela signifie financer puissamment le logement social et réguler fortement le marché immobilier. Il n'est plus acceptable que des villes s'affranchissent de tout effort significatif en la matière : l'État devra faire preuve de fermeté.



Profondément attachés à la Sécurité sociale, **nous voulons renouer avec l'idée de «Grande Sécu»**, en instaurant une complémentaire obligatoire d'assurance maladie directement adossée au régime général tout en renforçant les missions de prévention des organismes mutualistes. Nous devons porter de nouvelles protections universelles (santé environnementale, perte d'autonomie, statut des aidants), pour faire face aux enjeux contemporains.

Sur le **sujet central des retraites**, nous voulons abroger la réforme, injuste et brutalement imposée par le gouvernement Borne en nous appuyant sur les corps intermédiaires, en préservant le système par répartition et en luttant contre le recours à des assurances privées. Nous voulons étendre la prise en compte de la pénibilité, afin de tendre vers l'égalité du temps de retraite en bonne santé et de réduire l'inégalité entre les pensions des femmes et celles des hommes.



Contre la fausse promesse d'une société sans autorité, bannir l'insécurité doit être une priorité.

Il faut nous emparer de la **question sécuritaire**, première des inégalités, tant sur le plan territorial que social. Renforçons notre État de droit malmené et instaurons un pacte national entre les forces de l'ordre, la justice et les citoyens. Les ressources des forces de l'ordre ou de sécurité doivent être augmentées afin d'agir en proximité. L'appel à plus d'ordre et de sécurité venant de nos concitoyens doit être entendu, en intensifiant la lutte contre le narcotrafic, la cyber-délinquance, les réseaux de proxénétisme en plein essor. L'État doit clarifier la doctrine d'intervention des forces de l'ordre, alliant lutte contre le grand banditisme et résolution des problèmes de tranquillité publique du quotidien. L'organe de contrôle des forces de l'ordre doit être réformé, afin de rétablir une confiance des citoyens envers l'institution (caméra piéton, récépissé...). Par ailleurs, nous défendons une nouvelle police de proximité, assurée par la police nationale, secondée, le cas échéant, par les polices municipales, dont il faut réformer le statut et la formation.

La prévention est un pilier inséparable de la sécurité : il faut soutenir la prévention spécialisée et refonder la protection de l'enfance aujourd'hui dévastée, développer des politiques de réinsertion, renforcer les personnels d'insertion et de probation, encourager les peines alternatives et mettre fin aux sorties «sèches» de détention. Les brigades contre les violences intrafamiliales de la gendarmerie nationale doivent être développées et confortées. Nous travaillerons au continuum tranquillité-sécurité-prévention-justice indépendante afin de ne laisser aucune zone hors de l'État de droit. La justice doit quant à elle voir ses moyens renforcés et son indépendance respectée par tous.

Au cœur de la promesse socialiste : un travail qui paye et émancipe.

Redonnons **au travail la place fondamentale** qui lui revient : facteur d'émancipation, source de droits, contribution de chacun à l'œuvre collective. Appuyons-nous sur les corps intermédiaires pour nous le réapproprier. La social-démocratie n'est pas un social-libéralisme. Dans la confrontation capital-travail qui structure nos économies et nos sociétés, les socio-démocrates sont du côté des travailleurs, des chômeurs, des retraités



L'action sur les **salaires et le pouvoir d'achat** est au cœur de la promesse socialiste. Il faut avant tout revaloriser le salaire minimum et le point d'indice des fonctionnaires, et négocier avec les organisations syndicales et patronales une revalorisation du reste de l'échelle des salaires. Il est également urgent de garantir l'accès des femmes aux emplois les mieux rémunérés et revaloriser les métiers féminisés. Il faudra aussi repenser la gouvernance des entreprises en renforçant le pouvoir de décision des salariés. Nous devons poursuivre le combat pour des protections adaptées aux travailleurs des plateformes.

Le **droit à l'emploi** doit être une réalité pour tous, en commençant par les seniors premières victimes du chômage de longue durée, et **les jeunes qui sortent sans emploi ni qualification du système scolaire**.

Autant de combats pour démocratiser l'excellence et nous permettre d'incarner un espoir pour les Français, l'idéal républicain, la recherche de l'égalité des chances et la mise en oeuvre d'une relation responsable et respectueuse entre ceux qui confient le pouvoir et ceux qui l'exercent en leur nom.

III - Une écologie humaniste et juste pour combattre l'éco-anxiété

Le socialisme s'est historiquement appuyé sur un productivisme finançant l'État-providence et le progrès social. Ce modèle épuise les ressources et dérègle le climat. Lever cet impensé de la social-écologie est la clé pour refonder nos idées.

Particulièrement vulnérables face au dérèglement climatique, les classes populaires ont intérêt à la décarbonation de notre société. Certaines mesures imaginées par des technocrates ont réussi l'exploit de rendre impopulaire l'écologie. L'écologie populaire vise au contraire à défendre la mise en place d'une politique de transition juste, proche des besoins des citoyens.

Alors ne cédon pas à la tentation du backlash écologique. Défendons au contraire une écologie humaniste, synonyme d'une vie meilleure : logements confortables, factures allégées, mobilités agréables, alimentation saine, villes respirables. Elle doit être financée par la solidarité, via une fiscalité écologique et sociale équitable, car le climat est un bien commun exigeant des efforts proportionnés aux moyens. La protection de la Nature doit désormais être portée politiquement par les socialistes comme participant à notre Humanité.

Pas juste la transition mais une transition juste.

Bâtir un socialisme écologique consiste à lier la protection de notre planète à la justice sociale. Contrairement à notre action dans les collectivités locales que nous dirigeons, l'écologie politique est vue comme punitive. Ce ressenti est exploité par l'extrême droite, les populistes et les lobbies. Pour nous, inscrire le social dans l'écologie c'est répondre aux exigences environnementales sans perdre de vue l'objectif d'émancipation et de réduction des inégalités. La justice c'est aussi la solidarité nationale envers les territoires touchés par les conséquences du dérèglement climatique, partout, et particulièrement en Outre-mer, souvent en première ligne face aux cyclones, inondations, montée des eaux – comme à Mayotte ou La Réunion.

Une écologie de la vie quotidienne.

Faisons de la **transition écologique un projet populaire**. Concrètement, c'est prévoir des aides nationales et européennes pour la rénovation énergétique des bâtiments, des plans pour éviter les coupures d'eau, des tarifs sociaux pour l'eau et l'électricité, une prime mobilité pour les ménages isolés, un leasing social pour des véhicules électriques abordables, des transports publics massifiés, un soutien au covoiturage et aux mobilités douces, appui au fret non-routier (fluvial, ferroviaire) et un accompagnement avec obligation de résultat pour les reconversions professionnelles vers les emplois «verts» et de l'«économie de la vie» (santé, énergies, alimentation, mobilités, numérique) via des PME innovantes privilégiant la réparabilité, le produire local et les circuits courts.

L'écologie populaire, c'est garantir aux Français l'accès à une énergie abordable par un déploiement massif de l'éolien, du photovoltaïque et des filières de chaleur renouvelable rééquilibrant le mix énergétique, et une maîtrise publique de la production. Ce mix énergétique doit être guidé par un principe clair : le nucléaire autant que nécessaire, les énergies renouvelables autant que possible. La France doit défendre son modèle en Europe en refusant la privatisation des barrages hydroélectriques et en renégociant les modalités de fixation du prix sur le marché de l'électricité. L'État doit retrouver une vision pour la politique énergétique, qui passe par le développement d'une production électrique indépendante.



Une protection de la nature pensée comme participant à notre humanité.

La neutralité carbone d'ici 2050 et la préservation des écosystèmes – forêts, zones humides – sont impératives face aux bouleversements climatiques et à l'effondrement de la biodiversité. Soutenons la directive européenne sur la renaturation. Préservons les zones non urbanisées. Une clef de la révolution écologique réside dans une évolution de notre modèle d'aménagement. La concentration de la population et de l'activité économique au sein d'une dizaine de métropoles est insoutenable d'un point de vue écologique et crée une fracture territoriale majeure entre les Français. L'avenir est au développement de la France des sous-préfectures, des villes moyennes et des villages. Elle peut être pionnière de ce changement en restaurant les différents outils de l'aménagement du territoire que l'État a abandonné.

IV - Soutenons une économie décarbonée dans une Europe compétitive et indépendante économiquement

Croissance, décroissance, surconsommation, économie circulaire : ces sujets traversent la société et particulièrement les jeunes générations. Nous devons y apporter une réponse politique, sociale et économique.



Dans un contexte de décrochage économique de l'Europe vis-à-vis des Etats-Unis, le soutien des socialistes aux entreprises est crucial. Eu égard aux menaces qui pèsent sur notre environnement, **la Gauche doit s'atteler à la décarbonation de l'économie et à la ré-industrialisation.** Parce que nous croyons au progrès partagé, un financement d'ampleur est capital pour l'accélération de la recherche et de l'innovation à travers, notamment une meilleure orientation de l'épargne, l'investissement dans les technologies propres et dans une électricité à prix compétitif. Il faut redonner à l'État un rôle central dans l'économie, avec le développement d'une vraie **planification industrielle et écologique**, qui renforcera la place des PME- ETI. Il faut remédier à l'insuffisance du financement public et privé de la recherche française, en misant sur les technologies d'avenir.

La transition écologique représente un moteur d'innovation et d'investissement pour l'économie européenne qui doit sortir de la dépendance aux énergies fossiles. Nous devons combiner à la réindustrialisation décarbonée un objectif de maîtrise de la consommation énergétique pour viser son efficacité, en particulier en promouvant le «made in France» et en développant la filière du réemploi. Nous réduirons le parc d'équipements au gaz sans que cet effort ne pèse sur les classes moyennes et populaires, en priorisant la rénovation thermique des HLM.

Ce réarmement économique doit permettre également de lutter contre la double peine subie par les Outre-mer frappés par la vie chère associée à des revenus modestes. Il faut agir sur les économies ultramarines. Enfin, une ambition majeure pour améliorer le quotidien est souhaitable, en renforçant les infrastructures et les réseaux, en fondant une nouvelle alliance entre l'Etat et les collectivités locales, en créant un établissement public sur le modèle du Grand Paris.

Une **grande réforme agricole** doit être planifiée afin de soutenir les agriculteurs pour qu'ils réussissent leur transition vers l'agroécologie. Nous proposons la fixation de fourchettes de prix pour les matières premières agricoles; l'instauration d'un protectionnisme écologique en appliquant un principe simple, ce qu'on interdit par la porte ne doit plus pouvoir entrer par la fenêtre; la PAC doit être débarrassée des distorsions favorables aux grandes exploitations; une politique de pêche et d'aquaculture 100% durable; une agroécologie au service de la sécurité alimentaire, en particulier des plus modestes.

Enfin, assumons de dire que **le sérieux budgétaire est une vertu de gauche**. Nous devons restaurer les comptes publics et rétablir la justice fiscale en France en agissant avec vigueur sur les inégalités de revenus comme de patrimoine, et défendre le pouvoir d'achat et le travail face à la rente.

V - Un projet républicain, féministe, inclusif et universaliste pour répondre à l'interrogation identitaire

Après avoir été l'architecte de l'État-providence et de la justice sociale, le Parti socialiste a cessé d'être une boussole pour de nombreux Français. Pour retrouver sa place de leader dans le combat politique, il doit engager une refonte complète de son appareil idéologique : le socialisme populaire et républicain. Il nous faut reconstruire un contrat générationnel et réunir dans une nouvelle alliance de classes les sociologies éclatées, rassemblant tous les travailleurs, les territoires, les centres urbains, les banlieues, les campagnes et les Outre-mer.



Retrouver le temps de l'émancipation républicaine

Les valeurs de la République universaliste sont aujourd'hui assiégées. Or, depuis son émergence dans le sillage de la Révolution française, la gauche s'est construite sur l'héritage des Lumières : un humanisme universaliste, laïque et émancipateur. Abandonner ce socle serait une faute.

Face aux peurs modernes, il faut dire la société qui vient et affirmer la nécessité d'un ordre juste. Nous devons être la Gauche des solutions. Les socialistes doivent construire les contours d'une nouvelle utopie qui mérite que l'on vive, que l'on se batte et que l'on espère pour elle. La digue républicaine risque de ne plus contenir la submersion de nos sociétés démocratiques par les populismes qui remettent en cause les piliers démocratiques, la séparation des pouvoirs. Dans notre France métissée, la cohésion trouve son appui dans l'universalisme et la laïcité, notre précieux héritage.



Le Parti socialiste doit réaffirmer la laïcité, principe d'émancipation, comme fondement politique de la République. Face aux tentatives de récupération identitaire et aux renoncements de certains partis, nous devons assumer une laïcité républicaine, claire et fidèle à son histoire. Nous sommes favorables à la constitutionnalisation d'une Charte de la laïcité reprenant les deux premiers articles de la loi de 1905 ainsi qu'à la création d'un défenseur de la laïcité à l'image du défenseur des droits.

Il ne saurait y avoir de compromission devant les logiques sectaires et séparatistes. Nous refusons les tentations différentialistes et essentialistes. La laïcité organise la paix civile en garantissant que l'espace commun échappe aux emprises religieuses et identitaires. À ce titre, il nous faut combattre sans relâche la volonté de l'extrême droite, et de ses alliés idéologiques d'instrumentaliser la laïcité pour diffuser leur racisme.

Contre toute forme de relativisme, de droite comme de gauche, il nous faut sans cesse rappeler que le combat contre le racisme, l'antisémitisme, le sexisme et toutes les discriminations n'est en aucun cas négociable. À chaque fois que la gauche s'éloigne de ce message universaliste, elle trahit son histoire et l'idée même d'émancipation. Nous devons aussi lutter contre la concurrence des mémoires.

Des millions de personnes, en France, sont encore victimes de discriminations quotidiennes liées à leur religion ou à leur refus des assignations religieuses, leur couleur de peau, leur sexe, leur identité de genre, leur orientation sexuelle, leur handicap, leur histoire familiale ou leur lieu de naissance. Nous devons nous munir d'outils concrets de lutte contre les haines, les préjugés et les discriminations. Cette égalité passe aussi par la conquête de nouveaux droits que nous rendrons enfin efficaces.

La lutte contre le racisme et l'antisémitisme est un pilier structurant du projet socialiste. Pourtant, de récents flottements ont pu entacher la confiance d'électeurs profondément attachés à ce combat. Nous l'affirmons sans équivoque : jamais nous ne transigerons avec les actes ou les discours antisémites, ni avec ceux qui les tolèrent.

Renouer avec le projet humaniste qu'est le socialisme et garantir à chacun la possibilité de décider librement de son destin

La Gauche retrouvera sa force si elle place au cœur de son projet l'idéal d'émancipation et de justice sociale, qui cherche à réaliser les principes universels et la liberté individuelle dans le monde concret et vivant. Nous ne nous résignerons jamais. Souvenons nous des Jeux Olympiques et Paralympiques, où les valeurs de la France, républicaine et fraternelle, heureuse de vivre ensemble, fière de sa diversité, éclatèrent aux yeux du monde. Ce n'était pas une parenthèse.

Nous ne devons rien lâcher des combats féministes alors que leurs acquis semblent régresser partout dans le monde. Le Parti Socialiste, qui a été à l'avant-garde de la progression des droits des femmes, doit continuer à jouer ce rôle, en faisant de l'égalité entre les femmes et les hommes une priorité. Notre socialisme est féministe, ce qui exige des porte-paroles, des dirigeants et des gouvernants féministes.

Comme l'ont rappelé les milliers de femmes mobilisées sur les ronds-points en 2018, sans justice sociale, le féminisme reste un concept creux. Il s'agit de lever les obstacles concrets qui empêchent les femmes d'accéder à l'égalité réelle des droits économiques et sociaux (lutte pour l'égalité salariale). Le féminisme que nous défendons aura aussi pour objectif d'offrir des conditions de vie dignes aux mères célibataires et à leurs enfants en apportant des solutions concrètes aux familles monoparentales, souvent dans des situations précaires.



Nous rappelons notre opposition absolue à toute forme d'exploitation sexuelle et reproductive.

Il est aussi urgent **d'intensifier la lutte contre les violences sexistes et sexuelles**, en soutenant une loi intégrale réclamée de longue date par les associations féministes, qui portera le budget alloué à cette question à 2,6 milliards d'euros, et en engageant un plan contre les violences intra-familiales, en nous inspirant de ce qu'a fait le gouvernement socialiste en Espagne, en déployant des centres d'accueil spécialisés sur tout le territoire et en imposant des sanctions exemplaires, y compris pour les élus. Le féminisme que nous défendons aura aussi pour objectif d'offrir des conditions de vie dignes aux mères célibataires et à leurs enfants. Nous apporterons des solutions concrètes aux familles monoparentales, souvent dans des situations précaires.

Le féminisme est trop souvent un argument de marketing politique : **le féminisme est une bataille culturelle**, du quotidien. Notre rôle est d'encourager les femmes à revendiquer leurs droits et à dénoncer le sexisme. Nous devons agir au sein de notre propre famille politique, pour que les femmes puissent investir davantage les responsabilités politiques. Nous soutenons la création d'un statut de l'élu plus protecteur, la mise en place d'un mécanisme de remplacement temporaire pour congé maternité et l'extension de la parité aux intercommunalités, aux petites communes et aux têtes de collectivités. Le féminisme, c'est aussi faire le choix de la sororité, soutenir les réseaux féministes dans et hors du parti, lutter contre les comportements paternalistes et patriarcaux, cesser de considérer que les sujets portés par les femmes sont des sujets de second plan.

Le handicap, une priorité. Il est impératif d'accélérer les efforts pour rendre tous les aspects de la vie sociale universellement accessibles aux personnes en situation de handicap. Elles et ils doivent être reconnus pleinement comme citoyens à part entière et bénéficier d'une égalité réelle dans l'accès au travail, à l'éducation, au logement, à la mobilité. Nous devons être porteurs d'un grand plan d'urgence : revalorisation de l'AAH, politique d'accès à l'emploi, meilleure intégration des élèves en situation de handicap dans les écoles, création d'un véritable statut d'aidant. Nous proposons aussi la création d'un fonds public pour la participation et la représentation politique des citoyens en situation de handicap.



Démocratiser nos institutions

Pour renaître, le Parti socialiste doit construire une ligne qui lui permette d'affirmer une identité propre au sein de la Gauche. Nous sommes favorables à une révision constitutionnelle majeure, dont un des piliers sera l'instauration du référendum d'initiative citoyenne. Cette revendication, portée par les Gilets jaunes, est un levier puissant pour réconcilier les citoyens avec la politique.

Cette réforme institutionnelle devra conforter le rôle du parlement, renforcer l'indépendance de la justice, garantir la liberté de la presse, développer les modes d'élections favorisant la parité, et la diversité, renforcer les moyens pour les citoyens d'être acteurs d'une démocratie continue (référendum d'initiative populaire, reconnaissance du vote blanc, droit de vote des étrangers aux élections locales, et mise en place de conseils de citoyens tirés au sort dans chaque commune).

Ce sujet est trop important pour être imposé par la direction du parti : nous devons faire émerger une position unique qui nous rassemblera, en lançant une réflexion avec les militants sur l'avenir des institutions.

Nous voulons aussi un **nouvel acte de décentralisation**, assurant une autonomie fiscale pour chaque échelon. Assumons de défendre celle des collectivités territoriales, mise à mal par les réformes successives de la droite. Il faut arrêter cette hypocrisie consistant à donner toujours plus de compétences aux collectivités avec toujours moins de moyens. Fidèles à l'histoire décentralisatrice de notre parti, nous refusons le piège des revendications identitaires et des autonomies locales qui porteraient atteinte à l'unité de la République.

Pour reconstruire la confiance, l'action publique doit s'appuyer sur des collectivités disposant de moyens et de compétences clairement définis et puissamment renforcés. Notre parti est aujourd'hui à la tête de centaines de communes, de dizaines de départements, de la moitié des régions. Il préside au quotidien et à la destinée de millions de français et s'appuie sur l'engagement et la responsabilité de milliers d'élus socialistes.

Ce socle doit demeurer le ferment d'une dynamique nous permettant de nous adresser à toutes et à tous les Français pour construire un Parti qui s'appuie vraiment sur la force de ces élu.e.s qui mettent en œuvre, au quotidien, les politiques publiques qui donnent corps aux valeurs de la gauche. Cette vision implique aussi que les territoires d'outre-mer cessent d'être les grands oubliés de la République. Nous voulons que les Outre-mer trouvent leur pleine reconnaissance dans la République, accèdent à l'égalité réelle, voient leurs moyens consolidés face aux défis climatiques, économiques, sanitaires et de sécurité.



VI - Un grand parti socialiste fer de lance d'une nouvelle alliance pour battre l'extrême droite

Construire un Grand Parti Socialiste

Nous voulons un Grand Parti socialiste qui s'affirme et redonne la parole à ses adhérents. Un parti de masse redevenu populaire, présent dans les métropoles comme dans les territoires ruraux et les outre-mer. Un parti qui travaille en s'appuyant sur nos parlementaires, nos élus locaux, nos fédérations et nos sections. Un parti en lien avec les forces vives du pays, qui fait confiance aux partenaires sociaux. Un parti ouvert à la société, aux ouvriers, aux employés, aux entrepreneurs, agriculteurs, artistes, chercheurs, professeurs, citoyens engagés. Un parti qui gagne.

A l'issue du congrès, nous proposerons de nous fédérer avec tous ceux qui se revendiquent du Socialisme Démocratique en commençant par les compagnons de routes dispersés qui veulent gouverner, en élargissant le rassemblement de toutes celles et ceux qui souhaitent le changement et la clarté au 81ème Congrès du Parti socialiste.

Bâtir une nouvelle alliance

Nous bâtissons une nouvelle alliance, une fédération de la Gauche et des écologistes dotée d'une plateforme programmatique commune, véritablement démocratique, capable d'abriter les sensibilités de la gauche républicaine, qui nous donnera la possibilité de construire des réponses solides aux Françaises et aux Français

La nouvelle alliance, c'est une internationale progressiste face aux réactionnaires du monde entier, c'est un pacte entre ceux qui refusent le blocage institutionnel et économique de notre pays, c'est une coalition des travailleurs et des syndicats face aux nouveaux défis du monde du travail, le rassemblement de ceux qui ne croient pas en la fausse promesse d'une société sans autorité.

L'histoire récente montre qu'une candidature unique de la gauche n'est pas la garantie d'une victoire à l'élection présidentielle ou à des élections législatives. Nous voulons travailler à la possibilité d'une candidature unitaire issue de cette nouvelle alliance, et de ses modalités de désignation de celle-ci. Une candidature crédible et capable de rassembler au premier comme au second tour. Pour ce qui est de notre parti, cette procédure inclura un vote des militants socialistes.

Un premier secrétaire de mission au service de cette feuille de route pour la victoire

A l'issue du congrès il nous faudra commencer par moderniser et démocratiser notre parti. Nous devons avoir pour notre Parti la même exigence démocratique que nous voulons pour le pays :

Démocratiser les décisions. L'âme d'un Parti, ce sont ses militants. Ils doivent redevenir le cœur battant du fonctionnement du Parti socialiste. L'incroyable verticalité des dernières années est une anomalie pour notre parti. Nous devons rompre avec cette pratique, appliquer à nouveaux nos statuts et créer de nouveaux outils de démocratie interne, comme le référendum d'initiative militante, le plus grand recours au scrutin électronique, la garantie des droits des courants minoritaires. Nous nous ouvrirons sur la société en éclairant nos choix par une conférence citoyenne permanente tirée au sort et en créant un Conseil scientifique indépendant pour éclairer les décisions politiques du Parti dans les domaines où la Science joue un rôle prépondérant (choix énergétiques, lutte contre le réchauffement, numérique...).

Démocratiser l'accès aux responsabilités. Nous voulons un Parti représentatif de la société : la parité populaire est le prochain grand défi du Parti Socialiste. Nous devons renforcer la parité et la mixité qui doivent être des principes fondamentaux et se traduire en une représentation équilibrée et juste de la base au sommet de notre organisation. Pour retrouver la fierté militante, il est impératif de repenser le parcours militant pour permettre une détection et une promotion efficaces des talents, en instaurant un chemin clair et structuré, en valorisant le mérite, l'engagement et l'audace comme des critères d'accès aux responsabilités. Cela passe par la formation des militants axée sur la pratique de terrain, système de parrainage pour les nouveaux arrivants. Nous créerons dans chaque région une école de l'engagement pour les classes populaires que plusieurs d'entre nous avons créée en 2021 et qui a déjà fait ses preuves. Nous relancerons les universités permanentes du Parti au niveau national, régional et départemental, afin de permettre aux militants socialistes de monter en compétence et de développer une grille de lecture et une expertise qu'ils mettront à profit pendant les campagnes électorales, et renforcer l'offre de formation des élus locaux. Nous proposerons aussi à chaque fédération de déployer des rencontres de la laïcité. Nous créerons enfin un Laboratoire des territoires, qui permettra de valoriser et structurer les innovations sociales de nos militants et élus, en lien avec la FNESR, un Laboratoire des idées et une «Revue des Refondations».



Démocratiser les choix d'alliance, qui sont aussi constitutifs de l'identité d'une formation politique que la charte des valeurs et des principes qui les définissent. Pour nous, il ne peut y avoir d'alliances sans que les militants ne le décident. Nous prenons l'engagement que les militants seront amenés à décider eux-mêmes, par référendum, de chaque étape de la construction de la nouvelle maison commune de la gauche à laquelle nous aspirons. Ce sont encore les militants qui auront le dernier mot sur le choix de notre candidat à la présidentielle.

Des moyens de fonctionner pour nos fédérations et nos sections, en créant un cadre de mutualisation des moyens, prioritairement au service des petites fédérations rurales. Nous mettrons en œuvre un plan d'aide aux fédérations qui en ont besoin et créerons des postes de permanents mutualisés. Les Conseils Nationaux seront décentralisés dans les fédérations plusieurs fois par an. Nous ré-activerons les sections d'entreprise, et la tradition de participation de chaque militant à la vie syndicale ou associative.

Lancer un plan de numérisation du parti et des fédérations, tout en conservant le militantisme de terrain, en valorisant les sections et les fédérations. C'est un chantier prioritaire, car aujourd'hui nous sommes distancés par les mouvements qui fondent leur visibilité sur le numérique. Il faudra faciliter les partages d'expériences entre les militants de toute la France, la direction nationale et les partenaires extérieurs; créer une bibliothèque virtuelle. La mise à plat de la gestion des fichiers d'adhérents, la réforme du BNA sont également indispensables

Élire au congrès une commission de rénovation des statuts, qui donnera davantage de droits aux courants minoritaires, de pouvoir de décision aux militants, créera la possibilité aux sympathisants d'être associés en observateurs aux travaux de notre Parti comme sans accès à l'adhésion, **qui rendra au congrès son pouvoir de rassemblement et de synthèse** en élisant le Premier Secrétaire au suffrage universel des adhérents à l'issue du congrès, désignera une Direction Nationale (Secrétariat National) **d'une trentaine de postes aux responsabilités claires** pour en finir avec la multiplication des titres qui conduit à un fonctionnement par clans. S'engager à y faire siéger les personnalités du Parti. Créer - via un tirage au sort - un collège de militants siégeant au SN.

Améliorer la transparence financière en créant une commission financière inter TO et en faisant voter par le BN un budget prévisionnel et un quitus trimestriel sur l'exécution du budget, en réservant la candidature à la présidence de la CNCF à un candidat issu d'un TO minoritaire, et en créant une obligation par la direction nationale, de transmission de tout document nécessaire à la mission de contrôle financier.

C'est par cette restructuration de notre parti, par un espace permanent d'échanges entre la gauche, les écologistes et les sociétés, que nous ferons vivre le débat et permettrons à la nouvelle alliance des forces de Gauche et de l'écologie de redonner espoir aux Français.

Conclusion

Il est temps de tourner la page, de nous réinventer et de nous unir dans la clarté, comme aux temps qui précédaient les victoires du socialisme. Face au péril de la prise du pouvoir de l'extrême-droite, à Nancy, nous annoncerons au pays que le PS qu'on aime est de retour et sera à son poste de combat, vivant et fraternel, ni social-libéral, ni social populiste, au centre de la gauche pour la rassembler et gagner.

CHANGERPOURGAGNER.COM



@changer_pour_gagner_ps



@changer_PS



L'agenda du changement

Juillet 2025 : Travail à la préparation des élections municipales et aux assises du Grand Parti socialiste

Lancement du pacte «Pas une commune sans candidat socialiste» avec la FNESR, les UDESR pour assurer la réussite des élections municipales.

Élaboration et vote par les militants du PS d'une plateforme pour les élections municipales ; fabrication de kits de communication et lancement de sessions de formations pour les candidats.

Lancement d'un cycle de conventions thématiques pour le renouvellement de notre offre politique en lien avec les organes de réflexion de gauche.

Lancement d'une réflexion sur le nouveau contrat de gouvernance du Parti avec ses adhérents et mise en place d'un mandat clair pour chaque instance du parti du national au local : le SN propose, le BN débat, le CN tranche. Réflexion et mise en oeuvre de la réforme des statuts...

Septembre 2025

Consultation de la société civile qui a constitué le coeur battant de la Gauche : des syndicats et du «pacte du pouvoir de vivre», des associations, des ONG...

Déclinaisons territoriales des conventions thématiques / Conférences militantes thématiques réunies par le CN.

Restitution et vote des adhérents sur le pacte sur les élections municipales et de la réforme statutaire du Parti aux adhérents.

Octobre 2025 : Ouverture du cycle de discussions vers une nouvelle alliance/fédération de la Gauche

Cycle de discussions avec les forces politiques de gauche et écologistes sur la base des textes issus des conventions thématiques.

Participation aux forums citoyens thématiques, discussions avec les réseaux associatifs.



Novembre 2025

Lancement du projet présidentiel du Grand Parti socialiste.

Décembre 2025

Vote sur la nouvelle alliance et la nouvelle organisation du Parti.

Mars 2026

Élections municipales.

Automne 2026

Désignation du candidat à la présidentielle.



